

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 4 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Rappel...
- 2) Le « contrat de confiance »
- 3) L'Imposteur
- 4) " C'est pas Le Pen »
- 5) Il n'aura pas lieu
- 6) Arnaud Montebourg conseille
- 7) Encore lui...
- 8) - 20 dimanche



Diez Gérard La Presse en Revue

I) La Cour de cassation confirme la condamnation de l'Etat pour des contrôles au faciès



La Cour de cassation, à Paris Hannah Assouline Leemage

Dans une décision de principe, la juridiction suprême de l'ordre judiciaire confirme la responsabilité de l'Etat pour des contrôles de police jugés discriminatoires.

Oui, la police procède à des contrôles d'identité discriminatoires. La Cour de cassation l'a confirmé, dans un arrêt rendu mercredi, rendant ainsi définitive la condamnation de l'Etat pour des contrôles d'identité abusifs. La décision, qui fera jurisprudence, met un terme à la bataille judiciaire de treize plaignants, noirs et arabes, pour voir leur préjudice reconnu. Le Défenseur des Droits salue «une avancée majeure pour la garantie des droits des citoyens».

D'abord déboutés en première instance, puis soutenus par le Défenseur des droits, Jacques Toubon, cinq d'entre eux avaient obtenu satisfaction devant la Cour d'appel de Paris, en mars 2015. L'Etat avait alors été condamné pour «faute lourde» à verser des dommages-intérêts aux plaignants. La Cour de cassation valide donc le raisonnement des juges d'appel, estimant qu'un contrôle d'identité qui a pour seule base des caractéristiques physiques liées à une origine réelle ou supposée constitue une discrimination. Dans ce cas, la responsabilité de l'Etat est engagée.

Dans sa décision, la Cour de cassation précise la méthodologie pour déterminer si un contrôle est abusif ou non. Une personne qui saisit la justice doit apporter des éléments «qui laissent présumer l'existence d'une discrimination». C'est ensuite à l'administration de démontrer, soit une absence de discrimination, soit une différence de traitement «justifiée par des éléments objectifs», comme la correspondance au signalement d'un suspect recherché. Au juge, ensuite, de trancher, en fonction de la situation.

Un camouflet pour Valls

La condamnation de l'Etat est confirmée pour l'instant dans trois des cinq cas retenus par la Cour d'appel. Les deux autres condamnations sont cassées et seront rejugées. Dans un cas, le dossier a été cassé pour vice de forme, mais son caractère discriminatoire devrait être confirmé sans difficultés en appel. Pour l'autre, le juge aura à procéder à un nouvel examen des «éléments objectifs», pour déterminer si le contrôle était effectivement discriminatoire.

Après la condamnation de l'Etat par la Cour d'appel en 2015, la décision d'un pourvoi en cassation avait donné lieu à un arbitrage entre, d'un côté, Manuel Valls qui y était favorable, et de l'autre côté, Christiane Taubira, farouchement opposée. C'est Matignon qui l'avait emporté. Cet arrêt inflige donc une importante défaite symbolique au Premier ministre. Les huit autres personnes contrôlées dont l'appel avait été rejeté s'étaient également pourvues en cassation. Pour elles aussi, la Cour de cassation a confirmé la position de la Cour d'appel: ces contrôles n'étaient pas discriminatoires.

Cette condamnation définitive pourrait conduire à un important contentieux. De nombreux contrôles d'identité ont lieu chaque jour. Combien sont discriminatoires ? Depuis 2011, le collectif d'associations Stop contrôle au faciès, à l'origine de cette procédure contre l'Etat, a été contacté par plus de 2200 personnes.

Ismaël Halissat - liberation.fr

9/11/2016



II) Le formulaire spécial licenciement : "un kit clé en mains" pour dégraisser tranquillement

Par Magazine Marianne



Ces formulaires-type avaient été promis par Muriel Pénicaud dans le cadre des ordonnances Travail. - PHILIPPE LOPEZ / AFP

Les partenaires sociaux ont reçu cette semaine les six lettres-type de licenciement préparées par le cabinet de Muriel Pénicaud dans le cadre des ordonnances Travail ratifiées ce 28 novembre à l'Assemblée. Ils dénoncent un "kit clé en mains" permettant aux entreprises d'éviter tout recours sur la forme en cas de procédure de licenciement.

Eviter les vices de forme. Pour licencier plus facilement, le gouvernement planche depuis plusieurs mois sur diverses mesures. Outre le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif ou encore la réduction des délais de contestation aux prud'hommes, l'exécutif a annoncé en juin dernier travailler à l'élaboration d'un formulaire Cerfa, autrement dit un modèle-type, censé "sécuriser l'employeur, en clarifiant les exigences de forme nécessaires à l'énoncé des motifs du licenciement." "Un kit clé en mains" en somme que dénoncent les partenaires sociaux à qui ledit document de travail a été transmis en cette fin de semaine par cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud.

"Grosso modo, tout est pré-rédigé et il n'y a plus qu'à mettre le nom de la personne dont on souhaite se séparer", dénonce en effet Fabrice Angéi de la CGT, qui a eu en main les six lettres types de licenciement mijotées rue de Grenelle. Cette disposition, prévue dans le cadre des ordonnances Travail - ratifiées à une large majorité, ce 28 novembre à l'Assemblée - "n'a pour finalité que d'empêcher un salarié

injustement remercié de se défendre et faire valoir ses droits en justice", poursuit la CGT auprès de l'AFP.

"C'est la porte ouverte à tous les abus"

Concrètement, les modèles de lettres en question se déclinent en fonction des différents motifs de licenciement : disciplinaire, (pour faute), inaptitude, économique individuel ou collectif etc. Par la suite, une fois que le salarié visé aura reçu le fameux document, il n'aura plus que quinze jours pour demander à son employeur un complément d'informations s'il estime le licenciement insuffisamment motivé. "C'est la porte ouverte à tous les abus, lorsque l'on sait que 92% des contentieux aux prud'hommes concernent des licenciements abusifs", déplore d'ores et déjà la CGT...



III) Portrait d'une imposteure



Face à Jean-Luc Mélenchon dans l'émission politique de France 2, le 30 novembre 2017, Pauline Laigneau, chef d'une entreprise florissante de vente de bijoux s'en est pris aux Prud'Hommes. Elle a été présentée par Léa Salamé comme une Française lambda.

Laigneau est une imposteure.

En août 2015, elle participait à l'université d'été du Medef, une organisation qui l'avait « agréablement surprise ».

Le 02/01/2016, dans l'hebdomadaire Le Point, elle dynamitait tous les droits sociaux : « L'heure n'est plus à la demi-mesure ; le temps des réformes à la marge est passé. Il faut faire table rase et reconstruire. Jeter aux orties code du travail, 35 heures, un bon nombre d'impôts et toute cette sédimentation administrative que personne ne comprend et qui empêche notre pays d'aller de l'avant ».

du 25 au 29 septembre 2017 elle était à New-Delhi avec Pierre Gattaz, le président du MEDEF (elle est vice-présidente du conseil de chefs d'entreprise France-Inde), le président de la task-force « Ville durable de MEDEF International » et d'autres chefs d'entreprises. [erratum]

Elle est membre du club privé « Wine business club Paris-Shangri-la » qui réunit tous les mois des leaders comme Pierre Gattaz (encore lui !), Christine Lagarde, Charles Beigbeder, Jean-Marie Messier, Guillaume Pépy, Stéphane Richard, Matthieu Pigasse, Arnaud Montebourg, Jacques Attali, Luc Ferry, Michel-Edouard Leclerc et bien d'autres (voir ici, liste partielle avec photos) dont lou ravi socialiste en peau de lapin : Pierre Ardit.

Savez-vous que lors de l'émission, Léa Salamé, Pauline Laigneau, Laurence Debray (la fausse Vénézuélienne) et tout le reste de la bande ont craché leur mépris aux téléspectateurs, jugés d'emblée assez ignares pour avaler les plus gros mensonges ? Plaignez ceux qui ne pratiquent pas les réseaux sociaux et offrez-leur le cadeau de Noël de notre adresse : legrandsoir.info

Théophraste R.

* L'Académie n'a pas prévu de féminin à « imposteur » et c'est dommage car il y avait plusieurs dames qui méritaient le qualificatif sur le plateau de France 2, jeudi.

Voir aussi : <https://www.legrandsoir.info/pujadas-salame-bonnet-blanc-et-blanc-bonn...>

legrandsoir.info

Le Grand Soir

IV) Pour Benoît Hamon, "Mélenchon, c'est pas Le Pen"

En désaccord avec le chef de file de la France insoumise sur l'Europe, le fondateur de Génération.s refuse de le définir comme un "nationaliste".

Geoffroy Clavel
Chef du service politique du HuffPost



RTL

Lors du congrès de refondation de son mouvement, rebaptisé "Génération.s", Benoît Hamon s'était érigé en chef de file du "bloc progressiste européen" face aux "néolibéraux" incarnés par Emmanuel Macron et les "nationalistes" de l'extrême droite. Invité ce dimanche 3 décembre du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, l'ancien candidat à la présidentielle a précisé qu'il n'incluait pas Jean-Luc Mélenchon

LAPRESSEENREVUE.EU

dans le camp des nationalistes tout en marquant ses désaccords avec le chef de file de la France insoumise sur les questions européennes.

"Je ne pense pas que Jean-Luc Mélenchon soit un nationaliste au sens où il considère que l'identité de la nation prône sur tout le reste", a indiqué Benoît Hamon en refusant de le définir comme un antieuropéen. "Mélenchon, c'est pas Le Pen. Le Pen, elle ne se bat pas contre les ordonnances travail. Mélenchon se bat contre les ordonnances travail. Le Pen, elle ne se bat pas pour une meilleure protection sociale et pour la transition écologique. Mélenchon il le fait. Mélenchon il est de gauche, Le Pen elle est d'extrême-droite. Moi, je compare pas", tranche l'ancien ministre socialiste.

Ne pas jeter l'Europe avec le néolibéralisme

Pour autant, a-t-il répété, "il ne faut pas jeter l'Europe avec le néolibéralisme". "J'écoute ce qu'il dit, il a une déclaration qui marque peut-être un tournant quand il dit 'I want my money back'. Cela veut dire qu'on renonce à l'idée que l'Union européenne soit une union de transferts, donc de solidarité - 'rendez-nous l'argent que nous avons mis sur la table', met en garde Benoît Hamon en appelant Jean-Luc Mélenchon à clarifier ses positions désormais ouvertement souverainistes.

Tout en appelant à forger "un bloc européen progressiste" aux européennes de 2019, Benoît Hamon ne dit pas s'il sera candidat ou s'il constituera des listes communes avec Jean-Luc Mélenchon.

"La question pour moi qui est centrale c'est pas de savoir avec qui je fais les listes, c'est de former un projet politique. Ce que je veux c'est que demain les progressistes soient efficaces en Europe", a-t-il plaidé en indiquant qu'il était "possible de travailler avec Jean-Luc Mélenchon" tout en distinguant leurs "trajectoires" respectives.

Ce dimanche, le député des Bouches-du-Rhône a semblé lui répondre en lui rappelant son "Plan B" qui consiste à menacer de sortir de l'UE pour la contraindre à modifier ses règles de fonctionnement.



Jean-Luc Mélenchon@JLMelenchon
Bienvenue au «Plan B» si Hamon est prêt à «sortir du jeu» de l'Europe comme il l'a dit à sa réunion au Mans.

huffingtonpost.fr

V) Le troisième tour social n'aura pas lieu

Philippe Boggio

Avec le lancement des premières réformes voulues par Emmanuel Macron, ils espéraient un «troisième tour social». Cet automne, le constat est rude. Les Français et les Françaises

se sont très peu mobilisées. La cote de popularité des premiers opposants est en baisse. Le doute gagne: et maintenant, on fait quoi?



Jean-Luc Mélenchon | LUDOVIC MARIN / AFP

Personne n'apprécie d'avoir à reconnaître haut et fort un échec, au moins à chaud. Il est humainement plus supportable pour l'ego, ou la sauvegarde d'une stratégie, de s'en prendre à l'autre. Non à l'adversaire, qu'on maudit, lui, pour sa seule victoire, se jurant bien de rendre celle-ci provisoire, mais aux siens, aux compagnons de lutte.

Voici venu, pour ceux qui les premiers se sont opposés à la politique engagée par Emmanuel Macron –en particulier la CGT et FO, côté syndical, la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, versant politique– le temps des remâchages d'amertume. Et comme tout ce monde-là est un peu sonné, après la déconfiture des mouvements de contestation des ordonnances réformant certaines dispositions du Code du travail, on assiste à des épisodes cumulés de mauvaise foi, à ces griefs croisés que se réservent mutuellement les intimes, et qui ont toujours caractérisé le fond de morosité de la gauche française.

«Le vrai aveu de faiblesse, c'est d'aller dans la rue sans salariés»

Depuis la fin de l'été, les banderoles des manifs prennent l'eau, même les jours sans pluie. Les cortèges annoncés, qui devaient, en rangs serrés, témoigner de la détermination du peuple salarié à «faire reculer le gouvernement», à obliger le président de la République à ravalier son «coup d'état social», selon l'expression de Jean-Luc Mélenchon, n'ont jamais égalé, dans la capitale, les scores, déjà faibles, des défilés parisiens de 2016 contre la loi El Khomry. Le 16 novembre, le dernier rendez-vous de l'automne à l'initiative de la CGT, de FO et de Solidaires, n'aurait même pas réuni 15.000 personnes, à Paris. Une misère. Ce qui a inspiré à Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, hostile aux défilés, cette remarque assassine: «Le vrai aveu de faiblesse, c'est d'aller dans la rue sans salariés, juste avec des militants.»



Le 16 novembre à Paris | CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Des manifs de permanents? Le seul carré syndical des irréductibles, accompagnés par les apparatchiks de l'Unef, des groupes de lycéens et l'intersyndicale de la fonction publique? Pas de Français, de ces Français salariés, même pas encartés, simplement mécontents des décisions du pouvoir, comme la CGT et certaines fédérations de FO se faisaient pourtant fort de démontrer à quel point ils l'étaient? Les jours passant, la déprime paraît se généraliser dans le camp protestataire.

Les déchirements sont perceptibles, entre responsables syndicaux, entre ces derniers et Jean-Luc Mélenchon, qui ne cesse, de son côté, de leur imputer l'impasse des trois derniers mois. Jusqu'à s'inquiéter, comme celui-ci le faisait déjà, le 15 octobre, sur son blog, de voir «des corporations, abandonnées à elles-mêmes, négocier séparément», comme les dockers et les transporteurs, et obtenir pour eux-seuls du gouvernement le maintien de leurs acquis. Réaction de Jean-Claude Mailly, sur RTL: «Il devrait avoir honte de son comportement!» Et le dirigeant de FO de se moquer de «l'OPNI, objet politique non identifié» que serait, à ses yeux, LFI. «Un peu comme la République en marche. On est adhérent sans payer de cotisation.» Enfin, le secrétaire général de Force Ouvrière avertit: «Il peut dire ce qu'il veut. On continue!»

L'avalanche sociale n'a pas eu lieu

Ils continuent... Ce qui fait penser au fameux, et si faux: «On lâche rien!» Des éléments de langage se rencontrent aussi du côté de la CGT, de ceux que les communicants improvisent au débotté pour tirer leurs clients d'un mauvais pas. Arguments de dépit. Le mouvement syndical, et autour de lui, le camp protestataire, laisse, à l'entendre, la soupe sur le feu dans l'attente des futures négociations sur l'assurance-chômage, puis de l'assurance-retraite. Ils sont là, dans la rue, continueront à l'être, après cette saison des ordonnances, pour ne pas abandonner tout à fait le terrain à Emmanuel Macron. Ils font retraite, mais dans l'ordre. L'Unef attend que les étudiants et les lycéens comprennent que «la sélection» – l'Arlésienne de l'université – est devenue effective. À la prochaine rentrée, le créneau sera sans doute plus favorable.

Rengaine, ancestrale, des lendemains qui chantent. «Sous la Ve République, les gouvernements ont toujours reculé quand il y avait un million de personnes dans la rue», rappelle Alexis Corbière, député insoumis de Seine-Saint-Denis. Oui, mais, le million a manqué, cette année. Il n'y a pas eu de «troisième tour social», après l'élection présidentielle, contrairement à ce que laissait encore espérer, l'été dernier, Jean-Luc Mélenchon, quand il appelait le pays à «déferler» sur les Champs-Élysées. Revenu à davantage de prudence, le même Mélenchon reconnaît maintenant, dans un entretien accordé à La Tribune de Genève, que «l'avalanche sociale, qui aurait dû se déclencher, après tant d'annonces de Macron, ne s'est pas produite».

Décembre 1995, un autre monde

Reviennent des images, peut-être surannées, de «l'ancien monde», comme disent les Macroniens: l'indépassable souvenir, pour beaucoup de militants, de «la grande grève» de l'hiver 1995,

après les premiers oublis, par Jacques Chirac, tout juste élu, de ses promesses de «la fracture sociale». La France largement paralysée, un mois durant; les transports à l'arrêt; les gares parisiennes occupées; et le sociologue Pierre Bourdieu prononçant un discours de soutien au mouvement, au milieu des piquets de grève, à l'aide d'un porte-voix...



Les grèves de 1995 | GEORGES GOBET / AFP

Cette histoire-là ne repasse pas, en tout cas, pour l'instant, et beaucoup, à gauche, parce qu'ils croient toujours à la primauté du collectif, enragent en silence. La France d'Emmanuel Macron ne paraît pas pressée de répondre aux rendez-vous protestataires qu'ils convoquent, en ce début de quinquennat. Après avoir «marqué le point» sur les ordonnances du Code du travail, comme l'a reconnu Jean-Luc Mélenchon, le chef de l'État garde la main, sans rivaux à sa taille.

Par la fascination qu'il paraît exercer sur ses concitoyens? Par le rythme soutenu qu'il impose à un pays qui ne se savait pas mûr à ce point pour des changements si nombreux, et qui savoure encore une telle disposition? «Macron mène une charge d'une incroyable violence, dit encore le leader de la France insoumise. Tout en même temps! Les oppositions n'ont pas le temps de se constituer.»

Cruels sondages

À en croire Mélenchon, les difficultés des contestataires découleraient même directement de la bousculade de réformes, annoncées ou engagées, depuis six mois. «Il a repris les techniques de Sarkozy, qui avait deux trucs par jour, personne n'arrivait à suivre, ni la presse ni l'opposition.»

Emmanuel Macron sature à lui seul l'espace national, et cela paraît actuellement suffire à l'actualité comme à la population. Résultat sondagier: toujours considéré comme le premier opposant au chef de l'État, Jean-Luc Mélenchon connaît néanmoins une forte baisse de popularité, selon un sondage Odoxa (37%, soit une chute de 6 point en deux mois). Celle du président est plutôt à la hausse, après un départ paradoxalement plus médiocre que ses deux derniers prédécesseurs (une moyenne de 40% d'avis favorables, depuis le mois de juillet).

Laurent Berger s'inquiétait récemment du sort que pourrait connaître à son tour le mouvement syndical, mortel, comme le sont les partis politiques, que l'élection présidentielle, aimantée par Emmanuel Macron, a retournés, peut-être pour le compte (PS, FN, Écolos, LR). Comme Mélenchon, le leader de la CFDT tente de sonder ces Françaises et Français, complices électoraux de l'explosion générale du mois de mai, et largement redevenus incompréhensibles. La mise à terre du système politique traditionnel augure-t-elle d'une ère plus inconnue encore que ne le laissent comprendre la mondialisation et les

réseaux sociaux?

Un «néo-protestantisme mondialisé»?

La France, que les deux hommes ont connue, même dans les difficultés, même en eau basse, rivée au maintien du modèle social national, qu'elle soit de gauche ou de droite, conservatrice ou progressiste aurait-elle changé de paradigme, ce qu'Emmanuel Macron aurait compris le premier? Ces concitoyens qui ont si longtemps vécu sous l'influence croisée du marxisme, du catholicisme et du «programme» du Conseil national de la résistance (CNR), à la Libération se découvrirait-ils plus pénétrés qu'on ne le croit par un libéralisme économique et social à l'anglo-saxonne, où le philosophe Régis Debray, pour sa part, dans son dernier essai *Le Nouveau Pouvoir*, voit même l'effet d'un «néo-protestantisme mondialisé»? L'insistance du président de la République à répéter, devant tous les publics, que chacun est d'abord responsable de soi, rencontre-t-elle un écho plus favorable que ne le pensent encore les tenants de la responsabilité collective?

Un peu partout, «la mise en réseaux» remplace les territoires de la lutte des classes. Comme hier, l'énarque pantoufflant dans les banques privées, le secrétaire ou l'étudiante soigne son carnet d'adresses. On choisit les siens, même le champ de sa générosité sociale et de ses compassions. Un libéralisme de proximité, soi à soi-même, couple, famille, etc., a tourné le dos aux attentes que suscitaient autrefois partis et syndicats. La France s'ubérise, perdant son originalité idéologique.

France, Pays-Bas, même vision du monde? Commerce et pragmatisme? Dans des milliers d'histoires personnelles, l'heure est, au moins psychologiquement, à l'entrepreneuriat, à l'auto-entreprise, même à perte, même simplement en rêve. Et le phénomène gagne jusqu'à des échelons assez bas de la société. Rester pauvre, peut-être, si telle est la fatalité, mais commencer à penser comme un riche. À peu de choses près, Régis Debray a raison, comme ces pauvres, aux États-Unis, marqués par le protestantisme et son rapport à l'argent, qui trouvent si peu à redire aux enrichissements sauvages, boursiers ou d'optimisation fiscale, des mieux nantis.

La fin des idéologies...

«Macron, président des riches.» L'appellation apparue après la décision du chef de l'État d'exonérer les hauts revenus de l'ISF sur les valeurs mobilières, a d'abord été accompagnée de sondages défavorables. Les réactions ont toutefois été brèves. Scénario identique pour les «Paradise papers», formidable enquête de presse sur l'optimisation fiscale. La France institutionnelle a réagi à peu près comme l'Amérique. L'optimisation n'est pas illégale. Simple question d'astuce, le droit changeant d'un pays à l'autre. Les protestataires n'y ont pas vraiment vu un thème de lutte, à ajouter aux ordonnances du Code du travail. L'argent est dans les têtes, beaucoup plus largement, évidemment, que dans les poches. L'argent, actualité de l'automne.

La société se «désidéologise», note Chloé Morins, de la Fondation Jean Jaurès, rappelant la nécessité démocratique des affrontements idéologiques. Le recul est encore plus important qu'il n'y paraissait, lors du précédent quinquennat de gauche, même des manifestations contre la loi El Khomry, ce qui aurait favorisé l'avènement d'Emmanuel Macron? Le mouvement de reflux que le sociologue Jean Ion date de 1986 n'a plus cessé, au désespoir des militants. L'engagement citoyen ou politique s'est transformé, moins

vertical, au fil des ans, plus spécifique. On a vu apparaître les mouvements en faveur des sans-papiers, des sans logis; les grandes heures d'Act-up et des «faucheurs» d'OGM. La sphère privée est peu à peu venue se mêler aux questions de travail ou de rapport à l'État. «La notion d'intérêt général perd de sa signification», note Jacques Ion.



GEORGES GOBET / AFP

... et des idéologues?

Où en est le pays, en cette fin d'automne? Toujours prêt à la fronde? «Un volcan», comme veut le croire Jean-Luc Mélenchon? Ou plutôt enclin à la négociation permanente, selon le credo macronien. Les syndicats ont raison: il va falloir attendre les grands dossiers sociaux, l'assurance-chômage et la refonte des retraites. Une France en bonne voie de libéralisme montrerait-elle déjà des signes d'égoïsme actif, de refus de toute compréhension sociale, jusqu'alors inusités? S'entendent désormais plus fort les critiques – encore une fois à l'américaine– contre «les assistés», profiteurs de l'État-providence.

Dans son rapport annuel, le Secours catholique a noté l'aggravation du climat désagréable, méprisant, autour d'un état de pauvreté qui s'est encore accru, dans le pays. «C'est la double peine», déplorent les responsables de cette ONG. Le soupçon, dans l'ère du temps? Le chef de l'État veut imposer une augmentation des contrôles des chômeurs. Pourtant, les études en témoignent, seuls 14% des contrôles ont jusqu'ici conduit à des radiations. Et sur cette population éconduite de Pôle Emploi, seuls 40% bénéficiaient d'allocations.

La société égrène des thèmes à grande vitesse, ces semaines-ci. Elle tourne peut-être au rythme de son président, peu regardante sur les contradictions que suppose l'éparpillement. Signes nombreux, certains inquiétants, d'autres plus neutres. Ou même bénéfiques, comme les luttes des aides-soignantes des établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), qui vont obtenir l'augmentation de leurs effectifs, après une bataille aussi tenace que discrète. Comme, bien sûr, le mouvement en cours des femmes contre les agressions sexuelles.

Les courants protestataires classiques, syndicaux ou politiques, la CGT, Jean-Claude Mailly comme Jean-Luc Mélenchon scrutent, sans tranquillité, l'horizon, dans le but d'y apercevoir quelques raisons d'espérer et, déjà, de se convaincre de la persistance de leur utilité.



Philippe Boggio

VI) Les conseils d'Arnaud Montebourg pour relancer l'Europe

Par Jean-Pierre De La Rocque



Arnaud Montebourg et Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, on échangé vendredi 1er décembre au 4ème Sommet de l'Economie de Challenges lors de la conférence "Besoin d'Europe". Marc Bertrand

challenges.fr

Leurs diagnostics sur les difficultés actuelles que traverse l'Europe ont parfois divergé. Pourtant, les quatre intervenants réunis pour débattre autour du thème " Besoin d'Europe " au 4ème Sommet de l'Economie de Challenges se sont tous retrouvés autour de l'avertissement lancé par Enrico Letta, ex-chef du gouvernement Italien et Président de l'Institut Jacques Delors. " Si nous ne voulons pas d'une Europe qui dérive vers vingt-sept brexit et s'affaiblit avant de disparaître, il faut changer son logiciel de fonctionnement et faire comprendre aux citoyens européens l'intérêt qu'ils ont à ce qu'elle soit unie pour être plus forte ".

Alors que les élections européennes de 2019 se profilent, reconquérir des opinions publiques minées par le populisme et la montée du sentiment anti-européen- des Pays Bas à l'Allemagne, en passant par l'Autriche et l'Italie- s'annonce pour le moins compliqué. " Si les peuples font montre d'une telle défiance, c'est parce que l'Europe a été incapable en 30 ans de résoudre leurs problèmes et d'imposer ses propres valeurs à l'échelon international, notamment dans le domaine de l'environnement, de la régulation financière ou des problèmes migratoires ", déplore le socialiste Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'Économie.

"Pas les enfants de Trump"

« Nous ne sommes pas les enfants de Donald Trump, ni ceux du Parti Communiste chinois ! ». Mais le meilleur moyen de rebooster le projet Européen n'est-il pas de mener des projets concrets ? « Aujourd'hui, il y a un espace politique européen mais pas d'espace démocratique », constate Enrico Letta qui propose que les 73 sièges britanniques du Parlement Européen, rendus vacants par le Brexit, soient attribués à des députés pan-européens (issus de listes transnationales).

Tandis que Thierry Breton, ancien ministre de l'économie et Patron d'Atos, numéro un européen des technologies de l'information, milite pour la création d'un fonds européen de sécurité et de défense qui ressouderait les européens. Et

d'ajouter que le numérique constitue « l'un des axes où le besoin d'Europe est le plus fort, avec en particulier les sujets très lourds liés à la cybersécurité ». De son côté, Arnaud de Puyfontaine, Président du directoire de Vivendi et Président Exécutif de Telecom Italia veut croire à : « l'émergence d'un acteur européen des médias et du numérique ».

Mais cela ne sera réalisable dit-il que « si l'Europe s'arme sur le plan réglementaire » pour être à même de résister à la toute-puissance des Gafa. Pour faire bouger l'Europe dans la bonne direction, rien de tel que des deals transfrontaliers bien menés et qui respectent les identités de chacun des partenaires. « Nous avons un siège à Paris et un siège à Munich, cela se passe très bien », raconte Thierry Breton, Patron d'Atos qui a racheté en 2010 les activités informatiques de Siemens et a réussi l'intégration de 33.000 ingénieurs allemands.

VII) Manuel Valls persiste et signe, "les djihadistes agissent au nom de l'islam"

Par L'EXPRESS.fr



L'ancien Premier ministre Manuel Valls, le 13 novembre 2017 à Paris lors des commémorations des attentats du 13 novembre 2015.afp.com/PHILIPPE WOJAZER

L'ancien Premier ministre revient une nouvelle fois sur son sujet de prédilection en établissant dans Sud Ouest un amalgame entre islam et islamisme.

Il n'a pas "envie de disparaître". Alors il occupe le terrain médiatique. Ce week-end, Manuel Valls a passé une heure sur le fauteuil de Laurent Ruquier dans On n'est pas couché et ce dimanche, il s'exprime dans les colonnes de Sud Ouest. Avec un sujet de prédilection: la laïcité, la place de l'islam dans la République et les dérives qui peuvent en découler, à travers le phénomène de radicalisation.

L'ancien Premier ministre n'en démord pas, le lien entre islamisme et islam est indéniable. "Les djihadistes agissent au nom de l'islam", affirme Valls dans Sud-Ouest. Et d'ajouter: "Dire que l'islam est l'islamisme n'ont rien à voir, c'est nier toute responsabilité d'agir à nos concitoyens musulmans. Nous devons les aider. Nous devons les aider à combattre en leur sein ces idéologies totalitaires du salafisme ou des Frères musulmans." Un refrain qu'il répète à longueur d'interviews ces derniers mois, quitte à s'attirer les violentes critiques d'une partie de la gauche, avec laquelle il a définitivement rompu.

"On me regardait comme un malade"

Le député de l'Essonne explique aussi sa phrase équivoque, prononcée dans une récente interview à El Pais, où il avait évoqué "le problème de l'islam". Il précise cette fois que "c'est d'abord avec l'islam" que se pose la question de la laïcité en France. Et non avec une autre religion comme le catholicisme, confronté aux lois de la république depuis plus longtemps. "L'implantation" de l'islam étant plus récente, elle ne serait pas tout à fait parfaite. "Mon objectif est de démontrer que l'islam est compatible avec la République, l'égalité femmes-hommes, la séparation entre l'État et les cultes", apaise-t-il.

Quoi qu'il en soit, la rupture politique avec une large partie de la gauche, dont le PS, est actée. "C'est ma famille politique, je ne peux pas le renier mais sans doute nous passons à autre chose", a-t-il avancé, sur le plateau de France 2. Revenant sur son année politique, l'ancien Premier ministre a évoqué "les coups" et la "violence". "On me regardait comme un malade", admet-il sans concéder pour autant que cela s'apparentait à de la souffrance. "Je me blinde. (...) Je ne l'ai pas ressenti mais je me suis rendu compte que mes proches, ceux qui m'entouraient, souffraient".

Non, il ne fait pas la guerre aux musulmans

Enfin, le député n'hésite pas à en remettre une couche sur son accrochage avec Edwy Plenel autour de Charlie Hebdo. "Quand il a dit que Charlie Hebdo et Valls font la guerre aux musulmans, il nous désigne comme des cibles". Avant de réaffirmer que cette petite phrase est "un appel au meurtre". "Nous ne leur faisons pas la guerre (aux musulmans), nous menons un combat contre l'islamisme, contre ce terrorisme qui tue aussi des musulmans", fait valoir l'ex-chef de gouvernement.



VIII) Le thermomètre est descendu sous les -20° ce dimanche



Au bord de l'Ain, la température est descendue sous les -10° au petit matin à Champagnole / Photo CARREZ

Il a fait très froid ce dimanche au lever du jour dans le haut Jura. A 8 heures, les thermomètres affichaient ainsi -20,5° à Saint-Pierre en plein cœur du Grandvaux, traditionnellement le secteur le plus glacial du Jura. Un chiffre encore très loin du record de froid absolu dans le département qui date du 9 janvier 1985 avec -33,8° à Morbier.

L'ensemble du haut Jura a connu des températures très largement négatives au petit matin avec près de -10° dans la région de Saint-Claude et Champagnole, -17° autour de Morez et -15° à La Chaux du Dombief et -19° à Septmoncel. La plaine n'a pas été épargnée avec -3° à Lons-le-Saunier et -2° à Dole.

Cette vague de froid a également touché les départements limitrophes avec -20° dans l'Ain sur le plateau d'Hauteville, -15° à Mouthe dans le Haut Doubs et -22,8° de l'autre côté de la frontière, à la Brévine, qui a une fois encore justifié son surnom de « Sibérie suisse ».

leprogres.fr

A Suivre...
La Presse en Revue